

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Greenpeace-France-assignee-en-justice-suite-a-des>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Greenpeace France assignée en justice suite à des actions sur des transports radioactifs : le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce une attaque absurde et liberticide**

11 juillet 2019

Greenpeace France assignée en justice suite à des actions sur des transports radioactifs : le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce une attaque absurde et liberticide

Le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce fermement les attaques en justice lancées par deux filiales d'Orano (ex-Areva), TN International et Lemarechal Célestin, à l'encontre de Greenpeace France. Pour visibiliser les transports nucléaires qui parcourent la France, l'ONG avait aspergé de peinture un train et un camion chargés de matières radioactives. En réponse, les deux entreprises l'ont assignée en référé et exigent que toute personne associée à Greenpeace soit désormais interdite d'approcher des convois !

En procédant ainsi, ces entreprises tentent de faire oublier que le risque pour la population ne vient pas des lanceurs et lanceuses d'alerte, mais bien des transports radioactifs eux-mêmes et de l'ensemble de la filière nucléaire. Dénoncer ce risque est parfaitement légitime.

Par quels moyens compte-t-elle donc empêcher les 213 000 adhérent.es de Greenpeace France et l'ensemble de ses sympathisant.es de s'approcher de convois qui circulent en permanence sur nos routes et nos rails, et dont les allées et venues ne sont même pas connues du public ? Cette demande absurde ne fait que mettre en lumière une situation choquante : **à l'inverse, rien n'interdit à ces convois de s'approcher de la population, de pénétrer au coeur d'agglomérations densément peuplées et de passer à proximité d'habitations et même d'écoles !** À l'heure actuelle, même les maires des communes françaises concernées ne sont pas avertis quand un train de déchets hautement radioactifs traverse leur ville, contrairement à leurs homologues belges.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" renouvelle son soutien à Greenpeace France en vue de l'audience, qui aura lieu le 15 juillet. Alors que la répression contre le mouvement social et écologique s'accroît de manière exponentielle, tant sur le plan d'un maintien de l'ordre musclé que sur le plan judiciaire, cette énième criminalisation de militant.es est une nouvelle attaque grave contre l'action associative. Il ne faut pas s'habituer à ces atteintes contre nos libertés fondamentales, mais, au contraire, sans cesse les dénoncer, [comme l'a fait encore récemment la Ligue des Droits de l'Homme dans son rapport concernant la répression de la lutte contre le projet Cigéo à Bure.](#)

Ce ne sont pas les militant·es qu'il faut arrêter mais bien le nucléaire et ses trains de déchets atomiques !

Contact presse :

Laura Hameaux - 06 85 23 05 11